

Lettre destinée à  
Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie, des Finances et  
de la Souveraineté industrielle et numérique,  
Roland Lescure, Ministre délégué de l'Industrie,  
Laurence Boone, Secrétaire d'État chargée de l'Europe  
Christophe Béchu, Ministre de la Transition Écologique,  
Bérangère Couillard, Secrétaire d'État chargée de l'Écologie,  
François Braun, Ministre de la Prévention et de la Santé

Paris, 27 février 2023

**Objet : Il est grand temps de mener à bien la réforme du règlement REACH et de tenir les engagements du Green Deal.**

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Nous vous écrivons pour solliciter votre soutien et votre engagement afin d'inciter la Commission européenne à présenter sans plus tarder ses propositions de révision du règlement REACH et à proposer les changements juridiques nécessaires pour respecter les engagements du Green Deal européen afin de parvenir à un environnement sans substances toxiques.

En tant que membre de la coalition EDC-Free Europe, alliance de plus de 70 organisations environnementales, de santé, de femmes et de consommateurs à travers l'Europe qui partagent une préoccupation commune concernant les perturbateurs endocriniens (PE) et leur impact sur notre santé et la faune [1], nous souhaitons souligner l'urgence de cette réforme pour l'identification et l'élimination progressive de ces produits chimiques très dangereux auxquels nous - ainsi que la faune - sommes exposés dans notre vie quotidienne à travers les produits de consommation que nous utilisons, l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, les aliments que nous consommons.

Depuis l'entrée en vigueur de REACH, moins de vingt substances ou groupes de substances ont été identifiés comme des substances extrêmement préoccupantes (SVHC) pour leurs propriétés de perturbation endocrinienne dans le cadre de ce règlement. Encore moins ont été retirées du marché. Le processus est très lent et impose aux autorités une charge de la preuve trop lourde [2].

Comme l'observe la stratégie européenne 2020 en matière de produits chimiques pour le développement durable, l'utilisation et l'exposition aux PE sont en augmentation, ce qui représente un risque sérieux pour la santé humaine et la faune, ainsi qu'un coût économique énorme pour la société. Les résultats récents de l'étude de biosurveillance humaine à l'échelle européenne, HBM4EU, confirment tristement la contamination des citoyens de l'UE par les PE et les effets néfastes de ces mélanges de substances chimiques sur la santé humaine, tels que, entre autres, les cancers, les troubles du développement des enfants, la baisse de la fertilité, le diabète et l'obésité.

Comme l'ont déclaré le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme et les substances toxiques ainsi que le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme et l'environnement, cette exposition omniprésente aux PEE et à d'autres substances chimiques nocives dès les premiers stades de la vie constitue une violation du droit de l'Homme à un environnement propre, sain et durable, reconnu par l'Assemblée générale des Nations unies en juillet 2022. En d'autres termes, les institutions et les États de l'UE ont l'obligation de prévenir toute nouvelle pollution par les substances chimiques dangereuses.

À l'approche de la fin du mandat de la Commission, nous sommes préoccupés par le fait que tout retard supplémentaire dans la révision de REACH signifierait des années de pollution prolongée de l'environnement et d'exposition prolongée des personnes, y compris des groupes vulnérables comme les femmes enceintes et les enfants. Cela ne répondrait donc pas aux attentes légitimes des citoyens européens d'être protégés contre les substances chimiques qui peuvent nuire à leur santé et à l'environnement.

Nous faisons donc appel à votre engagement et à votre soutien lors des prochaines réunions du Conseil afin de soutenir de manière constructive la mise en œuvre réussie et en temps voulu de la réforme REACH.

Il s'agit d'une condition préalable fondamentale à la réalisation du programme de transformation de l'accord vert européen, essentiel pour une Europe plus saine et plus résiliente, que les citoyens exigent, que la science défend et qui rend l'industrie à l'épreuve du futur.

Merci pour votre temps et votre considération.

Maria Pelletier, Présidente de Générations Futures



Nadine Lauverjat, Déléguée générale de Générations Futures



[1] <https://www.edc-free-europe.org/>

[2] [Recommandations clés d'EDC-Free Europe pour une réforme du cadre réglementaire européen réformé sur les perturbateurs endocriniens](#)